

Leçon 2.2 Partie 1



Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

Objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage

Objectifs

Fournir des informations détaillées sur les tâches et activités de consolidation de la paix que les agents de maintien de la paix devront accomplir lorsqu'ils seront déployés dans le cadre d'une opération de maintien de la paix de l'ONU basée sur un modèle multidimensionnel.

Pertinence

Le Module 1 a montré que le maintien de la paix faisait partie des activités menées par l'ONU pour préserver la paix et la sécurité internationales. Ses autres activités sont la prévention des conflits et la médiation, le rétablissement de la paix et l'imposition de la paix. Les **distinctions** et les **frontières** entre ces **différentes activités** sont devenues de plus en plus **ténues**, et les **opérations de paix se limitent rarement** à un seul type d'activité.


Certaines tâches doivent être accomplies immédiatement après un conflit violent. Les missions de maintien de la paix de l'ONU sont censées constituer des mesures provisoires, mais les activités de consolidation de la paix prévues par le mandat d'une mission contribuent à l'objectif de paix durable à long terme. **Les agents de maintien de la paix sont des artisans de la consolidation de la paix.**

Cette leçon décrit l'éventail des tâches de consolidation de la paix qui sont essentielles au maintien de la paix dans un pays hôte. Dans tous ces domaines, les partenaires nationaux jouent un rôle de premier plan. L'ONU et les autres partenaires leur apportent leur soutien dans le cadre d'une approche intégrée et coordonnée.

En tant qu'agent de maintien de la paix de l'ONU déployé sur le terrain, vous devez connaître l'ensemble des tâches du mandat qui promeuvent une approche intégrée à l'échelle de la mission, dans laquelle toutes les composantes contribuent à la mise en œuvre du mandat et soutiennent les partenaires nationaux.

Diapositive 1



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Objectifs

- Fournir des informations détaillées sur les tâches et activités de consolidation de la paix que les agents de maintien de la paix accomplissent lorsqu'ils sont déployés dans le cadre d'une opération de maintien de la paix de l'ONU basée sur un modèle multidimensionnel.

Pertinence

- Le maintien de la paix fait partie des activités entreprises par l'ONU pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les autres activités de l'ONU comprennent la prévention des conflits et la médiation, le rétablissement de la paix et l'imposition de la paix. Certaines tâches doivent être accomplies immédiatement après un conflit violent.
- Les missions de maintien de la paix de l'ONU sont censées constituer des mesures provisoires, mais les activités de consolidation de la paix prévues par le mandat d'une mission contribuent à l'objectif de paix durable à long terme.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 1


Résultats de l'apprentissage

Les apprenants seront en mesure :

- D'identifier les principales tâches des mandats confiés par le Conseil de sécurité qui contribuent à la consolidation de la paix.
- De décrire les principales activités de consolidation de la paix et de reconnaître les tâches connexes lors du déploiement.
- D'identifier les différents rôles des composantes de la mission et des partenaires dans la mise en œuvre des tâches de consolidation de la paix et la manière dont ils s'articulent les uns les autres.
- De trouver des informations clés sur les domaines d'activité des mandats liés à la consolidation de la paix, selon les besoins, après le déploiement et en se référant au mandat spécifique de la mission.

Diapositive 2



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Résultats de l'apprentissage

1. Identifier les principales tâches des mandats confiés par le Conseil de sécurité de l'ONU qui contribuent à la consolidation de la paix.
2. Décrire les principales activités de consolidation de la paix et être capable de reconnaître les tâches connexes lors du déploiement.
3. Identifier les différents rôles des composantes de la mission et des partenaires dans la mise en œuvre des tâches de consolidation de la paix et la manière dont ils s'articulent les uns les autres.
4. Trouver des informations clés sur les domaines d'activité des mandats liés à la consolidation de la paix, selon les besoins, après le déploiement et en faisant référence au mandat spécifique de la mission.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 2

Aperçu de la leçon



Durée minimale de la leçon :

- **Partie 1 45 minutes** (Activité d'apprentissage 2.2.1 incluse).
- **Partie 2 45 minutes** (Activité d'apprentissage 2.2.4 incluse).

La leçon – Partie 1	Pages	Diapositives
Vue d'ensemble élargie des tâches du mandat dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU basées sur un modèle multidimensionnel	4-6	3
Activité d'apprentissage obligatoire 2.2.1 : Vidéo : État de droit, paix et sécurité	7	4-5
Lutte antimines – Risques d'explosion	7-16	6-11
Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)	17-24	12-14
Réforme du secteur de la sécurité et gouvernance (RSS&G)	25-31	15-18
Document – Résumé des messages clés – Partie 1	32-34	–

Activité d'apprentissage facultative

Activité d'apprentissage facultative 2.2.3 : Importance des activités de consolidation de la paix (pérennisation de la paix)

Voir 2.2 Aide à l'apprentissage



Conseils aux formateurs : Consultez la partie 2.2 Aide à l'apprentissage pour obtenir des conseils sur la présentation de la leçon, des consignes sur les activités d'apprentissage, des activités d'apprentissage facultatives, l'évaluation de l'apprentissage et des références.

La leçon



Conseils aux formateurs : Présentez le thème de la leçon, son objectif, sa pertinence et les résultats de l'apprentissage. Rappelez aux apprenants les efforts de consolidation de la paix de l'ONU présentés dans la Leçon 1.2 Activités sur la paix et la sécurité.

Le maintien de la paix de l'ONU fait partie d'une stratégie politique plus large visant à résoudre les conflits, qui repose également sur le Département des opérations de paix (DPO), le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA) et l'Équipe de pays des Nations Unies (EPNU). De nombreux partenaires collaborent à l'élaboration de ces stratégies politiques car la communauté internationale comprend les nombreux liens qui existent entre les activités de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix de l'ONU.

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU aident les pays sortant d'un conflit à instaurer une paix durable à plus long terme. Dans tous les contextes, les partenaires nationaux prennent l'initiative, tandis que l'ONU et d'autres partenaires jouent un rôle de soutien.

Les tâches du mandat décrites dans cette leçon contribuent à la consolidation de la paix et à la prévention de la reprise du conflit. La résolution 2086 (2013) du Conseil de sécurité sur l'importance du maintien de la paix basé sur un modèle multidimensionnel pour la consolidation de la paix constitue une référence utile à cet égard.

Présentez le thème de la leçon, son objectif, sa pertinence et les résultats de l'apprentissage. Rappelez aux apprenants les efforts de consolidation de la paix de l'ONU présentés dans la Leçon 1.2 Activités sur la paix et la sécurité.

Vue d'ensemble élargie des tâches du mandat dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU basées sur un modèle multidimensionnel

Examen rapide

Le Module 2 porte sur toutes les tâches prioritaires du mandat pour les opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel. Cette partie de la leçon présente trois tâches du mandat liées à la consolidation de la paix :

- La lutte antimines
- Le désarmement, la démobilisation et la réintégration

- La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance

La partie 2 de cette leçon présente trois autres tâches du mandat :


- L'État de droit – y compris les activités judiciaires et pénitentiaires
- L'assistance électorale
- Le soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État.

Les Leçons 2.3 à 2.9 portent sur les points suivants :

- Les mandats de protection :
 - Droits humains (Leçon 2.3)
 - Protection des civils (Leçon 2.4)
 - Violence sexuelle liée aux conflits (Leçon 2.5)
 - Protection de l'enfance (Leçon 2.6)
- Priorités transversales :
 - Femmes, paix et sécurité (Leçon 2.7)
 - Climat, paix et sécurité (Leçon 2.8)
 - Communication stratégique et intégrité de l'information (Leçon 2.9)

Diapositive 3



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Activités de consolidation de la paix

Les activités de consolidation de la paix des mandats confiés par le Conseil de sécurité aux opérations de maintien de la paix de l'ONU basées sur un modèle multidimensionnel sont les suivantes :

- Lutte antimines
- Désarmement, démobilisation et réintégration
- Réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance
- État de droit – y compris les activités judiciaires, correctionnelles et pénitentiaires
- Assistance électorale
- Soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 3



Message clé n°1 : Les activités de consolidation de la paix confiées par le Conseil de sécurité aux opérations de maintien de la paix de l'ONU basées sur un modèle multidimensionnel sont les suivantes :

- La lutte antimines

- Le désarmement, la démobilisation et la réintégration
- La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance
- L'État de droit – y compris les activités judiciaires, correctionnelles et pénitentiaires
- L'assistance électorale
- Le soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État.

Les activités de consolidation de la paix confiées par le Conseil de sécurité aux opérations de maintien de la paix basées sur le modèle multidimensionnel sont les suivantes :

- Lutte antimines – déminage et élimination des munitions non explosées, y compris des engins explosifs improvisés
- Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) des combattants
- La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance (RSS&G)
- Les activités liées à l'État de droit – y compris les activités judiciaires et pénitentiaires
- L'assistance électorale
- Le soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État.

Des unités de mission et des composantes spécialisées sont chargées de tâches spécifiques. Toutes les composantes de la mission (militaire, policière et civile) contribuent et collaborent à l'accomplissement des tâches qui leur sont confiées.




Message clé n°2 : Souvent, le Conseil de sécurité demande aux opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel de jouer un rôle de **catalyseur** dans les activités essentielles qui leur sont confiées. Cela signifie qu'elles sont chargées d'accélérer les changements et de stimuler le travail des autres. La collaboration avec les partenaires nationaux est essentielle à cet égard. Il est possible d'instaurer une paix durable lorsque le travail de catalyseur amorcé dans le cadre d'une mission est prolongé par les partenaires nationaux avec l'appui de l'EPNU et d'autres acteurs.

Activité d'apprentissage obligatoire 2.2.1

Diapositive 4



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Activité d'apprentissage obligatoire 2.2.1 : Vidéo de l'ONU – État de droit, paix et sécurité

Objet : Réfléchir à l'importance du soutien à l'État pour la sûreté, la sécurité et la paix durable dans les contextes de conflits violents.

Temps imparti : 15 minutes

MFBPD de l'ONU 2025
Diapositive 4

Vidéo de l'ONU – État de droit, paix et sécurité

Méthode	Vidéo de l'ONU (Diapositive 5), questions d'orientation, discussion de groupe
Objet	Réfléchir à l'importance de l'appui accordé à l'État pour assurer la sûreté, la sécurité et la paix durable dans les contextes de conflit violent, en fournissant un cadre introductif à la formation sur les tâches des mandats qui se produisent dans des situations complexes typiques et en mettant l'accent sur la manière dont les missions de maintien de la paix de l'ONU soutiennent les pays hôtes.
Temps imparti	12 à 15 minutes
Voir le point 2.2 Aide à l'apprentissage pour consulter les consignes.	

Lutte antimines – Risques d'explosion



Conseils aux formateurs : Il est possible que les militaires et policiers aient déjà suivi une formation sur le contenu de cette partie du cours et connaissent déjà bien le sujet. Pour ces apprenants, il peut s'avérer suffisant de passer les diapositives en revue pour réitérer les messages clés. Les civils peuvent avoir besoin de plus de temps. Procédez à une évaluation des besoins d'apprentissage et à une évaluation de base pour

*déterminer ce que les apprenants savent déjà. Utilisez des questions sélectionnées dans les banques de questions de l'évaluation de l'apprentissage figurant dans le fichier Aide à l'apprentissage. Informez les apprenants que des informations pratiques sur la sensibilisation à la sécurité personnelle dans le cadre de la lutte antimines (mines terrestres et explosifs) sont abordées dans la **Leçon 3.6 Sensibilisation à la sécurité personnelle**.*

Diapositive 6



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

Lutte antimines – Risques d'explosion

Réduire la menace et l'impact des mines terrestres, restes explosifs de guerre (REG) et autres engins explosifs.

Les cinq piliers :

- Déminage
- Éducation au risque
- Aide aux victimes
- Destruction des stocks
- Plaidoyer



MFBDP de l'ONU 2025

Diapositive 6

Lorsqu'il fait partie du mandat, le domaine de la lutte antimines couvre les risques explosifs : mines terrestres, restes explosifs de guerre (REG) et engins explosifs improvisés (EEI).

Les mines terrestres sont des explosifs placés sous, sur ou près du sol ou d'autres surfaces. Elles sont conçues pour détoner ou exploser en présence, à proximité ou au contact d'une personne ou d'un véhicule.

Les munitions explosives (ME) s'entendent de toutes les munitions contenant des explosifs, des matériaux issus de fission ou de fusion nucléaire ou des agents biologiques et chimiques. Ceci inclut :

- Les bombes et ogives
- Les missiles guidés et balistiques propulsés dans les airs
- L'artillerie, les mortiers et les roquettes
- Les munitions pour armes de petit calibre
- Toutes les mines, torpilles et grenades sous-marines (explosifs largués dans l'eau pour exploser)
- La pyrotechnie (utilisation de réactions chimiques)
- Les munitions à fragmentation et armes à sous-munitions (une munition qui en libère plusieurs autres)

- Les dispositifs actionnés par cartouche ou propulseur
- les dispositifs électro-explosifs (qui utilisent l'énergie électrique pour déclencher une explosion)
- Les dispositifs clandestins et engins explosifs improvisés
- Tous les articles ou composants similaires ou connexes de nature explosive.



Référence

- Nations Unies, *Manuel à l'usage des unités militaires de neutralisation des explosifs et munitions (EEM) prenant part à des missions de maintien de la paix des Nations Unies*, deuxième édition (2021).

La lutte antimines consiste à atténuer et éliminer l'impact des mines terrestres, des restes explosifs de guerre et des autres dangers explosifs. La lutte antimines concerne également les stocks et les installations d'armes et de munitions abandonnés et mal sécurisés qui appartiennent à l'État. Les menaces connexes sont les risques d'explosions accidentelles et de pillage d'armes ou de matières explosives.

Les cinq piliers de la lutte antimines sont les suivants :

- Le déminage
- L'éducation au risque
- L'aide aux victimes
- La destruction des stocks
- Le plaidoyer

Le déminage et l'élimination des REG sont des activités essentielles au maintien de la paix qui permettent :

- À la population locale de recommencer à cultiver tous les champs, ce qui bénéficie aux communautés et à l'économie
- La remise en état des infrastructures, ce qui bénéficie à la population locale et à l'économie
- Aux personnes, y compris aux agents de maintien de la paix, de se déplacer et de circuler librement
- Aux agents de maintien de la paix d'assurer la bonne exécution des tâches et des priorités de leur mission, notamment la protection des civils et le soutien aux processus politiques.

Les travaux de déminage comprennent :

- Les levés

- La cartographie et le marquage (ou la clôture) des zones contaminées par des mines terrestres et des REG
- Le retrait des mines terrestres et des REG du sol
- La destruction des REG.

Diapositive 7



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

Risques liés aux explosifs – Mines terrestres

- Fonctionnement instantané – pas d'avertissement
- Différents types pour cibler le personnel ou les véhicules
- De nombreux styles différents



MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 7



Message clé n°3 : Les mines terrestres et autres engins explosifs sont conçus pour détruire ou endommager les personnes et les véhicules. La lutte antimines est nécessaire pour sécuriser l'environnement à nouveau, ce qui permet et favorise le retour à une vie normale et le développement. Souvent, le Conseil de sécurité confie aux opérations de maintien de la paix des mandats multidimensionnels incluant la lutte antimines. Il s'agit d'une activité essentielle à la consolidation de la paix et d'une mesure précoce visant à instaurer la confiance.

Diapositive 8



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Risques liés aux explosifs – Restes explosifs de guerre

- Souvent dangereux – instables
- Plusieurs tailles, des balles explosives aux fusées
- Les bombes à fragmentation ressemblent souvent à des jouets




MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 8

Les **REG** sont des engins explosifs laissés après un conflit, qui n'ont pas explosé. Les REG comprennent les armes à sous-munitions, les mortiers, les grenades à main, les obus et les balles.


Diapositive 9



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Risques liés aux explosifs – Engins explosifs improvisés

- Fabriqués par l'utilisateur plutôt que par des usines
- Souvent conçus pour attaquer le personnel de déminage
- Souvent piégés
- Extrêmement imprévisibles
- Peuvent être réalisés en utilisant des REG



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 9

Les **EEI** sont des engins explosifs fabriqués par l'utilisateur à partir de n'importe quel matériau disponible. Comme ils ne sont pas fabriqués dans une usine commerciale comme les autres explosifs, ils sont extrêmement imprévisibles. Les EEI comprennent les bombes à retardement, les pièges et les engins explosifs transportés par un kamikaze.



Conseils aux formateurs : À ce stade, interrompez la leçon pour inviter les apprenants à réfléchir et à partager leurs points de vue sur les effets des mines et autres dangers liés aux explosifs. Prenez note des points clés de leurs réponses.

Pour lancer la discussion, demandez aux apprenants s'ils ont déjà eu affaire à des mines terrestres, des munitions non explosées ou des EEI.

Insistez sur le fait que les nombreux effets négatifs de ces dangers compromettent la réalisation des missions et les efforts de paix au niveau individuel, communautaire et national.

Précisez également que ces effets peuvent persister pendant de nombreuses années après la fin officielle d'un conflit violent.

Diapositive 10



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

Effets des mines et autres engins explosifs

Les mines terrestres et autres engins explosifs ont des effets négatifs très variés. Ils :

- Tuent ou blessent des gens, y compris des civils
- Détruisent ou endommagent des véhicules et d'autres biens et empêchent l'accès aux voies de circulation
- Empêchent le déploiement en toute sécurité du personnel de maintien de la paix
- Entravent l'acheminement en toute sécurité de l'aide humanitaire
- Empêchent les civils de rentrer chez eux et de reprendre une vie normale
- Empêchent les gens de gagner de l'argent pour subvenir à leurs besoins
- Rendent la reconstruction après la guerre et le développement économique et social beaucoup plus difficiles

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 10

Les mines terrestres et autres engins explosifs ont des effets négatifs très variés.

Ils :

- Tuent ou blessent des gens, y compris des civils
- Détruisent ou endommagent des véhicules et d'autres biens
- Bloquent les routes
- Empêchent le déploiement en toute sécurité du personnel de maintien de la paix
- Entravent l'acheminement en toute sécurité de l'aide humanitaire
- Empêchent les civils de rentrer chez eux et de reprendre une vie normale, par exemple en empêchant les enfants d'aller à l'école ou les agriculteurs de travailler la terre
- Privent les gens de leurs moyens de subsistance
- Rendent la reconstruction après la guerre beaucoup plus difficile
- Rendent le développement économique et social beaucoup plus difficile.



Message clé n°4 : Le Service de lutte antimines de l'ONU (UNMAS) est l'agence de référence de l'ONU pour la lutte antimines. UNMAS garantit une réponse efficace, proactive et coordonnée de l'ONU. Le Département des opérations de paix (DPO) intègre la lutte antimines dans les opérations de maintien de la paix, tandis qu'UNMAS fournit un soutien et une assistance directs.

Service de lutte antimines de l'ONU : UNMAS est un service du DPO responsable de la lutte antimines de l'ONU dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales (MPS). UNMAS dirige, coordonne et met en œuvre des actions visant à réduire les menaces liées à de nombreux dangers explosifs. UNMAS peut recevoir un mandat du Conseil de sécurité ou être invité à intervenir par le Secrétaire général ou par un pays touché.

Opérations de maintien de la paix et tâches de lutte antimines entreprises par UNMAS : Le Conseil de sécurité confie un mandat aux missions de maintien de la paix de l'ONU chargées de la lutte antimines, qui consiste à :

- Retirer et détruire les mines terrestres et les restes explosifs de guerre, qui constituent une menace pour les civils et empêchent les gens, y compris les personnes déplacées internes et les réfugiés, de se déplacer et de circuler en toute sécurité
- Donner des conseils techniques aux autorités nationales et les former à la lutte antimines, à l'atténuation des effets des engins explosifs improvisés et à la gestion des armes et des munitions
- Offrir une réponse rapide en matière de lutte antimines
- Soutenir les efforts visant à stabiliser le pays et à protéger les civils.

UNMAS fait partie intégrante des missions de maintien de la paix. Il soutient la mise en œuvre du mandat en :

- Sensibilisant la population locale et le personnel de la mission à l'atténuation des risques liés aux mines terrestres
- Effectuant des enquêtes et dégageant des routes pour permettre aux agents de maintien de la paix et à la population locale de se déplacer librement
- Conseillant les autorités nationales dans le cadre du développement des capacités
- Formant le personnel de maintien de la paix concerné à la réponse technique.

Lorsqu'il y est invité, UNMAS déploie des experts et des équipements spécialisés pour :

- Atténuer la menace que représentent les risques explosifs pour les civils et le personnel de la mission
- Coordonner les interventions humanitaires d'urgence.

Rôle de la composante militaire dans la lutte antimines : Le déminage opérationnel, le déminage militaire et l'ouverture de brèches sont des termes qui désignent le **déminage** et l'**élimination** d'explosifs **pour des besoins opérationnels**.

Le déminage à des fins opérationnelles permet à la mission de :

- Déplacer et déployer des troupes et d'autres personnels
- Maintenir des lignes d'approvisionnement dans tous les lieux où le personnel de la mission est basé
- Améliorer l'accès à toutes les parties d'une zone de mission.

Le déminage humanitaire renvoie à un autre concept. **Le déminage humanitaire consiste à déminer des terrains afin que les civils puissent retourner chez eux et reprendre une vie normale.** Parfois, les contingents militaires spécialisés d'une mission de maintien de la paix participent à des opérations humanitaires de lutte antimines, avec l'appui du Service de lutte antimines de l'ONU (UNMAS). Les contingents militaires spécialisés mènent des opérations de lutte antimines conformément aux normes internationales de lutte antimines (NILAM).

Le rôle de l'opération de maintien de la paix de l'ONU en ce qui concerne les tâches de lutte antimines : Les opérations de maintien de la paix contribuent à la mise en œuvre de projets sur la gestion des armes et des munitions. Ils collaborent avec UNMAS et se conforment aux directives techniques internationales sur les munitions (DTIM).



Message clé n°5 : Le déminage peut être effectué pour permettre à la mission de mener à bien son travail (déminage opérationnel) ou pour permettre aux civils de retourner chez eux et reprendre une vie normale (déminage humanitaire).

Les acteurs travaillant en partenariat dans le cadre de la lutte antimines :

Pays hôte : L'appui de l'ONU à la lutte antimines est fourni en coopération avec les autorités nationales du pays hôte. En outre, l'ONU fournit aux autorités nationales, sur demande, des conseils techniques, des formations et d'autres formes de soutien au développement des capacités.

Départements, agences, fonds et programmes de l'ONU : Les départements, agences, fonds et programmes de l'ONU soutiennent la lutte antimines. Il s'agit par exemple du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), du Bureau de la

coordination des affaires humanitaires (OCHA), du Programme de l'ONU pour le développement (PNUD), du Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF) et du Programme alimentaire mondial (PAM). Le Groupe de coordination inter-agences sur la lutte antimines (IACG-MA) tient des réunions mensuelles au siège de l'ONU. UNMAS est l'agence de référence et le coordonnateur du groupe.

Organisations internationales et régionales : Les organisations internationales et régionales s'impliquent de plus en plus dans la lutte antimines. L'Union africaine (UA) en est un exemple, avec l'adoption du Cadre stratégique de l'UA pour la lutte antimines et les restes explosifs de guerre **2014-2017**. UNMAS travaille en étroite collaboration avec l'UA sur les stratégies, la formation et le développement des capacités.

États Membres et particuliers : Les États Membres et les particuliers contribuent au Fonds d'affectation spéciale volontaire de l'ONU pour l'assistance à la lutte antimines, un fonds géré par UNMAS et destiné à financer des programmes de lutte antimines vitaux dans le monde entier.



Référence

- Union africaine, Cadre stratégique de l'Union africaine pour la lutte antimines et l'élimination des restes explosifs de guerre, avril 2014 – décembre 2017 (2014).


Conseils d'UNMAS aux agents de maintien de la paix sur les risques liés aux explosifs

Il est important de savoir comment minimiser les risques liés aux explosifs. Le personnel doit planifier toutes ses activités de manière à éviter les zones minées. Personne ne doit toucher, ramasser ou conserver des munitions explosives suspectes. Si vous pensez que quelque chose peut présenter un risque d'explosion, demandez l'aide d'un spécialiste. Gardez toujours sur vous le numéro à appeler en cas de problème.

Diapositive 11



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix



Conseils aux agents de maintien de la paix sur les risques liés aux explosifs

Si vous ou quelqu'un d'autre vous égarez dans un champ de mines ou une zone contaminée par des munitions non explosées :

- **Arrêtez-vous** immédiatement et ne bougez plus
- **Avertissez** tout le personnel présent dans la zone
- **Faites appel** à une assistance ou à des conseils spécialisés
- Évaluez la situation et restez où vous êtes

Les mines explosent dès qu'on les touche

- Elles sont conçues pour tuer et pour causer des blessures dévastatrices

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 11



Message clé n°6 : Si vous ou quelqu'un d'autre vous égarez dans un champ de mines ou une zone contaminée par des munitions non explosées :

- **Arrêtez-vous** immédiatement et ne bougez plus
- **Avertissez** tout le personnel présent dans la zone
- **Faites appel** à une assistance ou à des conseils spécialisés
- Évaluez la situation et restez où vous êtes.



Message clé n°7 : Sachez comment minimiser les risques liés aux dangers explosifs :


- Planifiez toutes les activités de manière à éviter les zones minées.
- Veillez à **ne pas** toucher, ramasser ou conserver de munitions explosives suspectes.
- Si vous soupçonnez un risque d'explosion, faites appel à une aide spécialisée. Gardez le numéro à portée de main à tout moment.

La *Leçon 3.6 Sensibilisation à la sécurité personnelle* aborde plus en détail la question de la sécurité pendant les opérations de lutte antimines.

Désarmement, Démobilisation et Réintégration

Diapositive 12



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)

- Processus volontaire qui consiste, pour les groupes armés, à recevoir un soutien pour :
 - Déposer les armes
 - Retourner à la vie civile
- Fait partie d'une approche multidimensionnelle, contribuant à la prévention et à la résolution des conflits, à la consolidation de la paix et au développement
- Aide à créer un environnement sûr et stable dans lequel le relèvement peut commencer

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 12



Message clé n°8 : Le processus de **désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR)** est un mécanisme volontaire qui consiste à enjoindre les membres de groupes armés à déposer leurs armes et à retourner à la vie civile. Le processus de DDR est un processus hautement politique qui comporte des dimensions sécuritaires, sociales, économiques et humanitaires.

L'objectif du processus de DDR est de promouvoir la sécurité et la stabilité dans les environnements fragiles de conflit et d'après-conflit. Les processus de DDR s'adressent directement aux membres des groupes armés non étatiques et les enjoignent à déposer leurs armes, à quitter les groupes et à s'intégrer à nouveau dans la société.

La transition de la vie de combattant à la vie civile peut s'avérer intimidante et peu attrayante, en particulier si le mode de vie civil est moins lucratif. Pour y remédier, les services de DDR apportent un soutien socio-économique aux anciens combattants, notamment en matière d'éducation et de possibilités d'emploi tout au long du processus de réintégration.

Le désarmement, la démobilisation et la réintégration des combattants constituent une activité essentielle de consolidation de la paix dans la plupart des opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel. Ils contribuent à créer un environnement sûr et stable dans lequel le relèvement peut commencer. Tous les processus de DDR sont volontaires, centrés sur les personnes, sensibles au genre et inclusifs, adaptés aux conflits, spécifiques au contexte, flexibles, responsables et transparents, pris en charge au niveau national et local, soutenus au niveau régional, intégrés et bien planifiés.



Conseils aux formateurs : Des ressources sur le DDR pour l'apprentissage en autonomie sont disponibles sur le site Web du Département des opérations de paix de l'ONU, sous la page DDR. Pendant cette partie de la leçon, fournissez les liens aux participants à la formation. Invitez des apprenants ou des experts en matière de DDR dans le cadre de missions de maintien de la paix de l'ONU à partager leurs expériences et à mettre en évidence les principales contributions et les principaux défis rencontrés dans ce domaine crucial.



Message clé n°9 : Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) des combattants constitue une activité essentielle de consolidation de la paix dans la plupart des opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel. L'objectif du processus de DDR est de générer **un impact positif sur la sécurité et la stabilité** dans les environnements fragiles de conflit et d'après-conflit.

Certains termes et définitions clés nous aident à comprendre ce domaine crucial du maintien de la paix. Chacun des termes suivants décrit un aspect important de ces travaux intégrés. Le désarmement, la démobilisation et la réintégration sont les concepts fondamentaux. Le rapatriement, la réinstallation et la réhabilitation s'ajoutent à ces concepts. Nous encourageons les agents de maintien de la paix à apprendre la signification de ces termes dans le contexte des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Le **désarmement** consiste à faire en sorte que les combattants rendent leurs armes. Il consiste à collecter, enregistrer, contrôler et détruire les armes. Il peut s'agir d'armes légères, de munitions, d'explosifs et d'armes légères et lourdes. Souvent, la population civile abandonne également dans ce cadre les armes qu'elle possède. Le désarmement recouvre également l'élaboration de programmes de gestion responsable des armes.

La **démobilisation** désigne le départ des combattants actifs des forces armées ou des groupes dont ils sont membres. Il s'agit d'une procédure de départ formelle et contrôlée. La première phase de la démobilisation peut consister à s'occuper des combattants un par un dans des centres temporaires avant de regrouper les troupes dans des camps prévus à cet effet (cantonnements, campements, zones de rassemblement ou casernes).

La deuxième étape de la démobilisation est la **réinsertion**. Il s'agit notamment d'un programme de soutien aux personnes démobilisées. La réinsertion est une forme d'aide transitoire et temporaire destinée à répondre aux besoins fondamentaux des anciens combattants et de leur famille. Elle peut comprendre des mesures de sécurité transitoires, des programmes de distribution de nourriture et de vêtements, la fourniture d'abris ou de services médicaux, des services

d'éducation à court terme, des formations, une aide à la recherche d'emploi et des outils. La réinsertion est à court terme et peut être matérielle, financière ou les deux. Elle répond à des besoins immédiats et peut durer jusqu'à un an.

La **réintégration** est le processus à plus long terme par lequel les anciens combattants acquièrent un statut civil et trouvent un emploi régulier et un revenu stable. La réintégration est une question de travail, d'argent et de temps. Elle se déroule principalement dans les communautés au niveau local. Elle fait partie du développement général d'un pays et constitue une responsabilité nationale. Elle nécessite souvent une aide extérieure à long terme.

Le **rapatriement** désigne le retour des anciens combattants étrangers et de leur famille dans leur pays de naissance ou d'origine.

La **réinstallation** s'entend de l'installation des anciens combattants et de leur famille dans les régions dont ils sont originaires ou dans de nouveaux lieux. Les communautés doivent accueillir et intégrer les anciens combattants et leurs familles. Le pays dans son ensemble doit faire de même. La réinstallation permet aux personnes concernées d'obtenir des terres ou un emploi, et favorise leur intégration dans la communauté locale.

La **réhabilitation** des ex-combattants comprend un accompagnement psychologique et une aide à la guérison des traumatismes. De nombreux anciens combattants souffrent de troubles psychologiques. Cela peut compliquer leur réintégration dans la vie civile et faire obstacle à la réconciliation et la consolidation de la paix.




Message clé n°10 : Le DDR apporte un soutien socio-économique aux anciens combattants, notamment en matière d'éducation et de possibilités d'emploi tout au long du processus de réintégration.

Le DDR apporte un soutien socio-économique aux anciens combattants. Ce soutien comprend l'éducation et les opportunités d'emploi. Le passage de la vie de combattant à la vie civile peut s'avérer difficile et donner aux gens l'impression que leur vie était meilleure lorsqu'ils combattaient, surtout s'ils gagnent moins d'argent en tant que civils.

Diapositive 13



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Processus intégrés de DDR

Programme de DDR

- Peut être mis en œuvre lorsque les conditions préalables sont réunies

Conditions préalables : cessez-le-feu ou accord de paix, sécurité minimale, volonté des parties, confiance dans le processus

Outils liés au processus de DDR

- Peuvent être utilisés lorsque les conditions préalables à un programme de DDR sont réunies, mais aussi lorsqu'elles sont absentes

Soutien à la réintégration

- Peut être fourni lorsque les conditions préalables à un programme DDR complet ne sont pas réunies

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 13



Message clé n°11 : Les professionnels du DDR choisissent les mesures de DDR les mieux adaptées au contexte du conflit. Un processus intégré de DDR comprend une combinaison des éléments suivants :

- Programme de DDR
- Outils liés au processus de DDR
- Soutien à la réintégration.

Conditions préalables à des programmes de DDR viables

Un programme traditionnel de DDR, dans lequel chaque étape est mise en œuvre dans l'ordre, nécessite la mise en œuvre des conditions préalables suivantes :

- Un cessez-le-feu ou un accord de paix global contenant des dispositions de DDR
- Un niveau minimum de sécurité
- La volonté des parties de participer à un programme de DDR
- La confiance dans le processus.

Les conflits armés sont devenus plus complexes et impliquent de nombreux acteurs non étatiques, régionaux et internationaux. La prolifération des armes, la fragmentation des groupes armés, la montée de l'extrémisme violent et du crime organisé ont ajouté de la complexité aux initiatives de DDR. Dans de nombreux conflits actuels, il n'existe pas d'accord de cessez-le-feu ni d'accord de paix global, la sécurité fait défaut et les parties au conflit n'ont ni la confiance ni la volonté nécessaires pour mener des initiatives de DDR. Si ces conditions préalables ne sont

pas réunies, les programmes de DDR traditionnels ne sont pas viables. Dans ce cas, des outils liés au DDR et un soutien à la réintégration sont utilisés.

Outils liés au processus de DDR

Les opérations de maintien de la paix doivent dialoguer avec les groupes armés même lorsque les conditions préalables à un programme de DDR ne sont pas réunies. Les outils liés au DDR sont des mesures flexibles, immédiates et ciblées qui peuvent être mises en œuvre avant, pendant ou après un programme de DDR, ou à la place de celui-ci. Ils comprennent notamment :

- La réduction de la violence communautaire (RVC)
- Les initiatives préalables au DDR
- La gestion transitoire des armes et des munitions, les dispositifs de sécurité transitoires
- Le soutien à la médiation
- Le soutien aux personnes quittant les groupes armés désignés comme organisations terroristes (GADOT).

Les outils liés au DDR peuvent également empêcher les personnes d'être recrutées ultérieurement par le même groupe armé ou un groupe armé différent, ou par des GADOT.

Soutien à la réintégration

Les anciens combattants devraient toujours bénéficier d'un soutien à la réintégration. Même en l'absence de programme de DDR et/ou lorsque les combattants se sont démobilisés de leur propre initiative, les professionnels des DDR doivent soutenir la réintégration des anciens combattants dans la vie civile.


Diapositive 14



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

Appui des opérations de maintien de la paix de l'ONU aux processus de DDR

- Mandat d'appui aux processus nationaux de DDR
- Expertise technique des professionnels du DDR
- Appui logistique
- Fourniture de services de sécurité
- Collecte et élimination des armes
- Soutien administratif



MFBDP de l'ONU 2025

Diapositive 14



Message clé n°12 : Fondés sur les principes de souveraineté et d'appropriation nationale, les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) sont pilotés par le gouvernement hôte. Lorsque le Conseil de sécurité le demande, les opérations de maintien de la paix aident les autorités nationales à planifier, mettre en œuvre et évaluer les processus de DDR.

Les tâches visant à aider les autorités nationales à planifier, mettre en œuvre et évaluer le DDR comprennent les mesures suivantes :

- Permettre aux gouvernements nationaux d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer les processus de DDR
- Fournir des conseils et une expertise techniques
- Apporter un appui logistique
- Sécuriser les sites de désarmement et de cantonnement (camps temporaires où les troupes se rassemblent pour être démobilisées)
- Collecter et éliminer les armes, munitions et autres matériels remis par les anciens combattants
- Fournir une aide financière.

Composantes et unités de maintien de la paix de l'ONU qui prennent en charge le DDR

Le Module 1 portait sur le fonctionnement des opérations de maintien de la paix de l'ONU dans le cadre de partenariats. Le résumé ci-dessous décrit la contribution des partenariats clés avec les acteurs nationaux et les différentes composantes de la

mission à la mise en œuvre des mandats relevant de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur les DDR.

Unité de DDR: Les agents DDR de la mission sont des civils. Ils travaillent en étroite collaboration avec la commission DDR du pays hôte ou une entité similaire pour mener à bien le désarmement et la démobilisation. La réintégration est une fonction civile, généralement assumée par les autorités nationales avec l'aide de la communauté internationale, y compris la mission.

Composante militaire : Le personnel militaire possède un vaste éventail de compétences et de capacités qui contribuent aux processus de DDR dans le cadre des missions. Lorsque le DDR est mis en œuvre dans le cadre d'une mission avec une **opération de maintien de la paix de l'ONU**, le rôle principal de la composante militaire est de :

- Fournir un environnement sûr
- Observer, élaborer des rapports et assurer le suivi des questions liées à la sécurité.

Ce rôle peut inclure :

- La prestation de services de sécurité aux programmes de DDR et aux outils liés aux DDR
- Un appui technique au désarmement et à la gestion transitionnelle des armes et des munitions
- La mise en place et le maintien des dispositifs de sécurité transitoires.

Composante police : L'expertise et les compétences de la police peuvent appuyer les processus de DDR dans le cadre des missions de nombreuses manières. Le personnel de police peut mener différentes tâches d'ordre général, notamment :

- La fourniture de conseils
- L'appui à la coordination
- Le contrôle et le renforcement de la confiance du public.

Le personnel de police peut également exécuter des tâches plus spécifiques liées au type particulier de processus de DDR en cours, par exemple en prenant en charge le suivi des armes et en assurant la surveillance dynamique des sites de stockage d'armes et de munitions.

Information du public : Le bureau d'information du public (BIP) joue un rôle crucial dans le cadre de ces initiatives. Les communautés touchées et les participants aux processus de DDR ont besoin d'informations précises sur les

procédures mises en œuvre et leurs avantages. Le BIP s'occupe de l'information du public ainsi que de la sensibilisation et de la conscientisation par la communauté (le processus qui consiste à sensibiliser les membres de la communauté aux effets et aux changements induits par le DDR au sein de la communauté). Ces activités contribuent à renforcer et élargir le soutien du public aux programmes ainsi que l'appropriation au niveau national.

Protection de l'enfance : Le personnel chargé de la protection de l'enfance aide à répondre aux besoins spécifiques des enfants dans les processus de DDR. Il facilite la séparation des enfants des forces et groupes armés pour les confier aux acteurs de la protection de l'enfance, et soutient le regroupement familial et la réintégration des enfants au sein de leur communauté.

Partenaires extérieurs à la mission qui soutiennent les DDR

Pays hôte : La responsabilité première du DDR incombe au pays hôte et aux acteurs nationaux et locaux. Ceux-ci sont chargés de planifier, de coordonner et de mettre en œuvre le DDR. Les capacités nationales sont développées par les agences nationales de mise en œuvre (les organisations qui effectuent le travail) et leurs partenaires qui exécutent les programmes et fournissent les services. La société civile est un partenaire national clé du DDR et les communautés locales jouent un rôle important dans la réussite de la réintégration.


Principaux acteurs internationaux et régionaux, États Membres et partenaires bilatéraux : Ces partenaires apportent un soutien politique et financier. Les agences internationales de mise en œuvre soutiennent également les autorités nationales.

Départements, agences, fonds et programmes de l'ONU : L'unité DDR n'est pas la seule entité de l'ONU à s'occuper du DDR. Une approche intégrée doit être adoptée pour assurer la réussite du DDR. Elle devrait inclure différents agences, fonds et programmes, tels que le PNUD ou le PAM. Ceux-ci travaillent en étroite collaboration avec la mission de maintien de la paix et prennent en charge des aspects essentiels du DDR.

Réforme du secteur de la sécurité et gouvernance (RSS&G)

Diapositive 15



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Réforme du secteur de la sécurité et gouvernance (RSS&G)

- **Secteur de la sécurité** : Les institutions et le personnel responsables de la gestion, de la supervision et de la fourniture des services de sécurité.
- **Processus de RSS&G** : Les RSS&G sont pilotées par les autorités nationales. Les RSS&G constituent un secteur professionnel, basé sur la redevabilité et inclusif pour l'État et ses citoyens. Elles ne font pas de discrimination et respectent pleinement les droits humains et l'État de droit.
- Les **RSS&G** constituent l'une des pierres angulaires de la consolidation de la paix.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 15



Message clé n°13 : Un secteur de la sécurité professionnel, responsable et inclusif est essentiel pour garantir une paix durable et un développement viable. La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance (RSS&G) constituent l'une des pierres angulaires de la consolidation de la paix.

Terminologie

La **RSS&G** est un processus d'évaluation, d'examen et de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation mené par les autorités nationales. Elles ont pour objectif d'améliorer le niveau de sécurité au sein de l'État, notamment pour les personnes qui y vivent, et d'assurer l'efficacité et la redevabilité de l'État. Elles doivent le faire sans discrimination et dans le plein respect des droits humains et de l'État de droit.

Diapositive 16



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix

Réforme du secteur de la sécurité et gouvernance (RSS&G)

Le secteur de la sécurité comprend les institutions et le personnel responsables de la gestion, de la supervision et de la fourniture des services de sécurité. Il comprend :

- Les ministères (par ex., Défense, Intérieur/Sécurité intérieure, Justice, Finances/Économie)
- Les fournisseurs de services de sécurité civile et en uniforme (par exemple, forces armées, police, gendarmerie, services de renseignement, garde-côtes, forces de l'ordre, gardiens de prison, gardes forestiers, douanes, garde nationale, réserves)
- Les acteurs non étatiques (par exemple, entreprises de sécurité privées, volontaires, groupes coutumiers de sécurité)
- Les institutions de gestion et de contrôle (par exemple, conseil de sécurité/organe consultatif, organes de bonne gouvernance).

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 16

Le **secteur de la sécurité** comprend les institutions et le personnel responsables de la gestion, de la supervision et de la fourniture de services de sécurité, y compris :

- Les ministères (par exemple, Défense, Intérieur/Sécurité intérieure, Justice, Finances/Économie)
- Les fournisseurs de services de sécurité civile et en uniforme (par exemple, forces armées, police, gendarmerie, services de renseignement, garde-côtes, forces de l'ordre, gardiens de prison, gardes forestiers, douanes, garde nationale, réserves)
- Les acteurs non étatiques (par ex., sociétés de sécurité privées, volontaires, groupes coutumiers de sécurité)
- Les institutions de gestion et de contrôle (par ex., le Conseil de sécurité, les organes consultatifs, les organes de bonne gouvernance).

La **RSS&G** repose sur la participation de nombreux acteurs en dehors du secteur de la sécurité, qui jouent un rôle dans le changement ou offrent certains conseils, notamment :

- Les organes législatifs et judiciaires (par ex., le parlement, le congrès, les tribunaux)
- Les organisations de la société civile (femmes, jeunes, groupes organisés de minorités)
- Les acteurs des droits humains (par ex., la Commission nationale des droits de l'homme, les militants)
- Les groupes de réflexion et organisations d'experts (par ex., universités, recherche)
- Les médias, notamment les plateformes de réseaux sociaux

- Les organisations internationales, régionales et non gouvernementales (ONG).

Objectifs de la RSS&G de l'ONU

- L'objectif principal de la RSS&G de l'ONU est de promouvoir le développement d'un secteur de la sécurité plus efficace, responsable, inclusif, abordable et respectueux des droits humains et de l'État de droit.

Fondements de la RSS&G de l'ONU

- Conseil de sécurité : résolutions, déclarations présidentielles sur la réforme du secteur de la sécurité (RSS)
- Rapports du Secrétaire général
- Mandats de la mission.

Principes du soutien de l'ONU à la RSS&G

La RSS&G constitue un processus intrinsèquement politique. Les principes suivants s'appliquent au soutien qu'offre l'ONU à cet égard :

- Consentement : Le pays hôte doit donner son accord ou disposer d'un mandat de l'ONU.
- Neutralité : Le soutien de l'ONU doit être neutre, c'est-à-dire que toutes les parties ou tous les groupes doivent être traités de la même manière.
- Appropriation nationale : Ce sont le pays et sa population, appuyés par l'ONU, qui doivent mener les processus de RSS&G.
- Inclusion : Toutes les personnes doivent avoir un accès égal aux opportunités et aux ressources.
- Contexte : Comme il n'existe pas de solution unique, chaque situation nécessite un plan de RSS&G qui lui est propre.
- Centré sur l'humain : Il doit accorder la priorité aux personnes.

Activités de l'ONU à l'appui de la réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance


Les autorités nationales du pays hôte pilotent les processus de RSS et de gouvernance. L'ONU soutient la réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance par le biais d'actions telles que :

- La fourniture de conseils stratégiques et techniques
- L'appui au processus de paix, y compris la médiation, la négociation et la mise en œuvre des accords de paix

- La participation à l'évaluation, à l'examen et à l'analyse du secteur de la sécurité
- Le soutien à l'élaboration de cadres juridiques et réglementaires nationaux et à la mise en place d'organes compétents
- L'aide au renforcement des capacités des institutions de sécurité
- Le renforcement du contrôle civil sur les institutions de sécurité
- La coordination du soutien apporté à la RSS&G par les acteurs internationaux, régionaux et bilatéraux.

Diapositive 17



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Soutien des opérations de maintien de la paix de l'ONU aux RSS&G

- Facilitent les dialogues nationaux sur la RSS
- Élaborent des politiques, des stratégies et des plans de sécurité nationale
- Renforcent la surveillance, la gestion et la coordination
- Préparent la législation
- Mobilisent les ressources et harmonisent les initiatives de soutien
- Offrent des services d'éducation, de formation et de renforcement des institutions
- Assurent le suivi et l'évaluation
- Exécutent la réforme du secteur de la défense

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 17



Message clé n°14 : Les opérations de maintien de la paix soutiennent indirectement la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et la gouvernance en maintenant un environnement pacifique qui rend les processus nationaux de RSS possibles. Les composantes des missions de l'ONU soutiennent également les RSS&G nationales de deux manières essentielles :

- Participer au renforcement des capacités des institutions nationales de sécurité (forces armées, police, etc.)
- Renforcer le respect des droits humains.

Soutien des opérations de maintien de la paix aux RSS&G nationales

En plus du soutien apporté par l'ONU, le Conseil de sécurité confie des mandats aux opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel pour soutenir les processus nationaux de RSS&G par le biais des mesures suivantes :

- Conseils stratégiques et techniques

- Soutien à l'élaboration de stratégies et de cadres juridiques de sécurité au niveau national
- Coordination du soutien international aux RSS&G.

Diapositive 18



2.2 Partie 1 Mise en œuvre des activités de consolidation de la paix 

Unité chargée de la RSS

- L'**unité chargée de la RSS** soutient les efforts de RSS&G d'un pays hôte en coordination avec d'autres acteurs de la mission et les principaux partenaires, en aidant les autorités nationales à améliorer la gouvernance et le contrôle civil des institutions de sécurité



MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 18



Message clé n°15 : L'unité chargée de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) soutient les efforts de réforme du secteur de la sécurité et de gouvernance (RSS&G) d'un pays hôte, en coordination avec d'autres acteurs de la mission et des partenaires clés, en aidant les autorités nationales à renforcer la bonne gouvernance et le contrôle civil des institutions de sécurité.

Acteurs et partenaires des RSS&G

Le soutien de l'ONU aux RSS&G nationales est coordonné et fait l'objet d'une collaboration avec les acteurs clés.

Pays hôte : Le gouvernement national d'un pays hôte est le premier responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance au niveau national. L'ONU soutient les initiatives nationales ayant reçu un mandat de l'ONU ou demandées par le pays hôte.

Unité chargée de la réforme du secteur de la sécurité au sein du DPO : Référent de l'ONU pour la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance.

Composante RSS de la mission de l'ONU : La capacité de RSS de la mission fait partie de la composante civile de la mission. Elle se met au service de l'ONU et des partenaires nationaux et internationaux dans le pays d'accueil, en aidant les autorités nationales à :

- Renforcer la bonne gouvernance et le contrôle civil des institutions de sécurité

- Élaborer des lois, des règlements, des politiques, des stratégies et des plans en matière de sécurité nationale
- Organiser les dialogues nationaux sur la RSS pour favoriser l'inclusion
- Planifier et mobiliser des ressources pour mettre en œuvre des projets de RSS
- Coordonner le soutien international à la RSS
- Soutenir l'éducation, la formation et le renforcement des capacités des prestataires de sécurité nationale ou des acteurs engagés dans la RSS&G (parlement, organes/institutions de sécurité, société civile, etc.)
- Suivre et évaluer les programmes/projets.

Composantes militaire et policière de la mission de l'ONU : Maintien de la paix et de la sécurité. Cela permet aux autorités nationales de se concentrer sur d'autres tâches, y compris la RSS&G. Les composantes militaire et policière de la mission de l'ONU peuvent contribuer au transfert de compétences et d'expertise aux forces militaires et de police du pays hôte ainsi qu'à leur formation et au renforcement de leurs capacités. Elles peuvent également fournir un soutien opérationnel et technique, par exemple un appui logistique, dans le cadre d'opérations conjointes visant à aider les forces de sécurité locales.

Entités de l'ONU : De nombreuses entités de l'ONU contribuent directement ou indirectement aux RSS&G, notamment :

- Le Programme de l'ONU pour le développement (PNUD)
- Le Fonds de consolidation de la paix (PBF), le Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies (PBSO)
- Le Bureau du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH)
- ONU Femmes
- L'Office de l'ONU contre la drogue et le crime (ONUDC)
- Le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU (ODA)
- Le Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF).

États Membres : Ils peuvent appuyer les efforts de RSS&G du pays hôte aux niveaux politique, stratégique et technique en tant que donateurs et décideurs, au sein du système de l'ONU ou aux niveaux régional et bilatéral.

Organisations internationales et régionales : L'ONU travaille en étroite collaboration avec des organisations internationales et régionales qui ont également intérêt à mettre fin aux conflits violents dans un contexte particulier. Il s'agit des organisations suivantes :

- L'Union africaine (UA)
- La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)
- L'Union européenne (UE)

- L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)
- L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Groupes d'experts : Deux groupes d'experts sont importants pour les travaux de RSS&G :

- L'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité (IASSRTF) présidée par le DPO et le PNUD. Cette équipe spéciale coordonne les activités de soutien de l'ONU aux gouvernements nationaux en matière de réforme du secteur de la sécurité.
- Le groupe des amis de la RSS, un groupe d'États Membres coprésidé par l'Afrique du Sud et la Slovaquie.

Veuillez consulter la Leçon 2.2, Partie 2, pour la seconde moitié de cette leçon.

Document – Partie 1 Résumé des messages clés

Message clé n°1 : Les activités de consolidation de la paix confiées par le Conseil de sécurité aux opérations de maintien de la paix de l'ONU basées sur un modèle multidimensionnel sont les suivantes :

- La lutte antimines
- Le désarmement, la démobilisation et la réintégration
- La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance
- L'État de droit – y compris les activités judiciaires, correctionnelles et pénitentiaires
- L'assistance électorale
- Le soutien à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'État.

Message clé n°2 : Souvent, le Conseil de sécurité demande aux opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel de jouer un rôle de catalyseur dans les activités essentielles qui leur sont confiées. Cela signifie qu'elles sont chargées d'accélérer les changements et de stimuler le travail des autres. La collaboration avec les partenaires nationaux est essentielle à cet égard. Il est possible d'instaurer une paix durable lorsque le travail de catalyseur amorcé dans le cadre d'une mission est prolongé par les partenaires nationaux avec l'appui de l'EPNU et d'autres acteurs.

Message clé n°3 : Les mines terrestres et autres engins explosifs sont conçus pour détruire ou endommager les personnes et les véhicules. La lutte antimines est nécessaire pour sécuriser l'environnement à nouveau, ce qui permet et favorise le retour à une vie normale et le développement. Le Conseil de sécurité confie souvent aux opérations de maintien de la paix des mandats multidimensionnels incluant la lutte antimines. Il s'agit d'une activité essentielle à la consolidation de la paix et d'une mesure précoce visant à instaurer la confiance.

Message clé n°4 : Le Service de lutte antimines de l'ONU (UNMAS) est l'agence de référence de l'ONU pour la lutte antimines. UNMAS garantit une réponse efficace, proactive et coordonnée de l'ONU. Le Département des opérations de paix (DPO) intègre la lutte antimines dans les opérations de maintien de la paix, tandis qu'UNMAS fournit un soutien et une assistance directs.

Message clé n°5 : Le déminage peut être effectué pour permettre à la mission de mener à bien son travail (déminage opérationnel) ou pour permettre aux civils de retourner chez eux et reprendre une vie normale (déminage humanitaire).

Message clé n°6 : Si vous ou quelqu'un d'autre vous égarez dans un champ de mines ou une zone contaminée par des munitions non explosées :

- **Arrêtez-vous** immédiatement et ne bougez plus
- **Avertissez** tout le personnel présent dans la zone
- **Faites appel** à une assistance ou à des conseils spécialisés
- Évaluez la situation et restez où vous êtes.

Message clé n°7 : Sachez comment minimiser les risques liés aux dangers explosifs :

- Planifiez toutes les activités de manière à éviter les zones minées.
- Veillez à **ne pas** toucher, ramasser ou conserver de munitions explosives suspectes.
- Si vous soupçonnez un risque d'explosion, faites appel à une aide spécialisée. Gardez le numéro à portée de main à tout moment.

Message clé n°8 : Le processus de **désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR)** est un mécanisme volontaire qui consiste à enjoindre les membres de groupes armés à déposer leurs armes et à retourner à la vie civile. Le processus de DDR est un processus hautement politique qui comporte des dimensions sécuritaires, sociales, économiques et humanitaires.

Message clé n°9 : Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) des combattants constituent une activité essentielle de consolidation de la paix dans la plupart des opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel. L'objectif du processus de DDR est de générer **un impact positif sur la sécurité et la stabilité** dans les environnements fragiles de conflit et d'après-conflit.

Message clé n°10 : Les services de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) apportent un soutien socio-économique aux anciens combattants, notamment en matière d'éducation et de possibilités d'emploi tout au long du processus de réintégration.

Message clé n°11 : Les spécialistes du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) choisissent les mesures de DDR les mieux adaptées au conflit. Un processus intégré de DDR comprend une combinaison des éléments suivants :

- Programme de DDR
- Outils liés au processus de DDR
- Soutien à la réintégration.

Message clé n°12 : Fondés sur les principes de souveraineté et d'appropriation nationale, les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) sont pilotés par le gouvernement hôte. Lorsque le Conseil de sécurité le demande, les opérations de maintien de la paix aident les autorités nationales à planifier, mettre en œuvre et évaluer les processus de DDR.

Message clé n°13 : Un secteur de la sécurité professionnel, responsable et inclusif est essentiel pour garantir une paix durable et un développement viable. La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance (RSS&G) constituent l'une des pierres angulaires de la consolidation de la paix.

Message clé n°14 : Les opérations de maintien de la paix soutiennent indirectement la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et la gouvernance en maintenant un environnement pacifique qui rend les processus nationaux de RSS

possibles. Les composantes des missions de l'ONU soutiennent également les RSS&G nationales de deux manières essentielles :

- Participer au renforcement des capacités des institutions nationales de sécurité (forces armées, police, etc.)
- Renforcer le respect des droits humains.

Message clé n°15 : L'unité chargée de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) soutient les efforts de réforme du secteur de la sécurité et de gouvernance (RSS&G) d'un pays hôte, en coordination avec d'autres acteurs de la mission et des partenaires clés, en aidant les autorités nationales à renforcer la bonne gouvernance et le contrôle civil des institutions de sécurité.